ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2024

ORIENTATION POUR LA SOUVERAINETÉ EN MATIÈRE AGRICOLE ET
RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS EN AGRICULTURE - (N° 2600)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 2264

présenté par

Mme Gruet, M. Dive, M. Nury, M. Ray, M. Bazin, M. Hetzel, M. Boucard, M. Vatin,
Mme Bonnet, M. Cordier, Mme Périgault, M. Brigand, M. Jean-Pierre Vigier, M. Forissier,
M. Breton, Mme Serre, M. Gosselin, Mme Corneloup, Mme Bazin-Malgras, M. Viry et
Mme Duby-Muller

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 13, insérer l'article suivant:**

Au début du 1° du I de l'article L. 131-9 du code l'environnement, sont ajoutés les mots : « Sous l'autorité du Préfet, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à placer les contrôles menés par les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) sous l'autorité du Préfet.

Afin d'accomplir leurs missions, les agents de l'OFB disposent de pouvoirs de police comportant deux aspects, un volet de police administrative et un volet de police judiciaire.

La police administrative intervient pour éviter (ou interdire) un possible trouble à l'ordre public et pour assurer la bonne mise en œuvre de la réglementation. La police judiciaire intervient pour réprimer un trouble à l'ordre public. En police judiciaire, les inspecteurs de l'environnement de l'OFB sont habilités à constater les infractions aux lois et aux règlements intégrés au code de l'environnement, mais aussi au code de procédure pénale, au code forestier et au code rural et de la pêche maritime.

De nombreux agriculteurs ne comprennent pas l'acharnement auxquels ils sont confrontés dans l'exercice de leur profession.

L'objectif de cet amendement de rapport vise à apaiser les tensions.